

La coexistence pacifique

« Vous n'êtes pas pour la coexistence pacifique, mais alors vous êtes pour la guerre ! »

Voilà l'argument majeur utilisé finalement par le parti « communiste » russe contre les dirigeants chinois. C'est aussi en réalité ce qui nous est reproché puisque Khrouchtchev, dans un de ses récents discours (le 12 décembre dernier, devant le Soviet Suprême) déclarait : « Le sectarisme de gauche devient particulièrement néfaste quand il prend un caractère trotskyste et s'attaque à ceux qui défendent la paix. » Nous ne voulons pas revenir ici sur les différences essentielles qu'il y a entre l'attitude générale des Chinois et la nôtre mais plutôt expliquer notre position propre.

La question posée par les faits n'est pas de savoir si l'on est pour la guerre ou pour la paix, mais bien plutôt de savoir comment on peut lutter contre la guerre.

Khrouchtchev suivi par la grande majorité des partis communistes, prône la politique de coexistence pacifique. Celle-ci s'articule sur quelques idées :

● Une guerre atomique serait si désastreuse qu'elle interdirait sans doute la réalisation du socialisme et ferait retomber l'humanité dans la barbarie.

Sans aller plus avant, disons que cette idée nous semble correcte, à condition de nuancer et de dire que la guerre nucléaire interdirait peut-être le socialisme.

● En renforçant le potentiel militaire de l'U.R.S.S. et des autres Etats du camp socialiste (nous les définissons, nous, comme Etats ouvriers ce qui n'est pas du tout identique) afin que les impérialismes sachent qu'une agression de leur part entraînerait leur propre anéantissement.

Voilà une thèse avec laquelle nous sommes d'accord, ceci ne justifiant pas, par contre l'erreur des Soviétiques reprenant les essais atomiques les premiers et désar-

mant ainsi le mouvement des masses dans les pays capitalistes, alors même que de nombreux indices permettaient de penser que les Américains se préparaient à le faire les premiers.

Mais les khrouchtcheviens ajoutent ensuite que le rapport des forces à l'échelle mondiale est tel désormais avec le mouvement pour la paix, l'existence de pays « neutres » que l'on peut ainsi empêcher le conflit nucléaire.

Et là, précisément, cette idée est tout à fait irrecevable. Le rapport de force, très concrètement, se détériore au détriment de la coalition impérialiste. Est-ce à dire que celle-ci est désormais sans ressort ? Et plus encore, ce rapport des forces s'il vient à être considéré sous le seul angle de la puissance et du potentiel militaire et économique est encore largement en faveur de l'impérialisme. Les succès remportés par les Soviétiques dans le domaine des fusées, se trouvent annihilés par la flotte des sous-marins « Polaris » et l'existence de points de lancement de fusées U.S. tout autour des Etats ouvriers.

Ce n'est en réalité qu'en intégrant au rapport de force l'élément décisif des forces sociales, en tenant compte des développements et potentialités révolutionnaires dans le monde que l'on peut affirmer qu'il y a une détérioration relative des forces de l'impérialisme.

Or peut-on tenir pour ayant une quelconque efficacité dans ce domaine les maigres mouvements suscités dans les pays capitalistes par les partis communistes ? Même une simple comparaison entre les luttes menées d'une part en France ou en Italie et, par ailleurs, en Angleterre, en Suisse ou en Belgique démontre que leur politique est dans ce domaine beaucoup moins mobilisatrice que celles de certains groupes pacifistes ou sociaux-démocrates.

Peut-on tenir pour des obstacles essentiels à la guerre des pays comme l'Inde, l'Indonésie ou l'Égypte ? Certes, ils protestent, quelquefois, devant des menaces bellicistes des impérialistes. Mais en cas de raisons sérieuses de conflit, leur

influence serait totalement nulle. Au contraire, la mise au pas ou l'interdiction des organisations révolutionnaires ou ouvrières dans ces pays bourgeois est une relative garantie pour la coalition impérialiste que les peuples de ces pays ne profiteront pas d'une guerre pour prendre le pouvoir pendant que les impérialistes seront hors d'état de prêter main-forte aux bourgeoisies autochtones.

LA POLITIQUE DE COEXISTENCE PACIFIQUE N'EMPECHE PAS LA GUERRE

par Lucien Collonges

... C'est aussi les voies pacifiques

Mais en réalité les dirigeants russes ont une autre idée : c'est qu'il ne faut pas provoquer l'impérialisme et limiter tout développement révolutionnaire ; la coexistence pacifique, c'est le statu quo social dans le monde dans l'attente d'une supériorité manifeste du niveau de vie dans les Etats ouvriers par rapport au monde capitaliste.

Certains khrouchtcheviens nieront cette opinion imputée à leurs dirigeants. Cepen-

tant comment expliquer la politique des voies pacifiques vers le socialisme, politique que tous les partis communistes dans le monde (1), y compris aux U.S.A., préconisent. Comment expliquer la politique pacifiste de forme très petite-bourgeoise des partis communistes qui réclament un soutien des propositions diplomatiques de l'U.R.S.S. et ne veulent et ne peuvent de ce fait s'appuyer sur de réels mouvements

de masse. Mais s'en tiennent à de longues pressions de caractère parlementariste par des pétitions et assemblées, conférences, rassemblements éternellement renouvelés et éternellement inefficaces.

Comment expliquer la politique algérienne du P.C.F. si l'on ne tient pas compte du refus délibéré d'empêcher, en France ou en Algérie, tout mouvement

(1) A trois ou quatre exceptions près dues à des raisons locales particulières ou à l'influence de la révolution cubaine et sans doute en dehors de l'assentiment de Moscou, comme au Venezuela, en Afrique du Sud et au Portugal.

Datant de plus de deux ans le conflit Pékin-Moscou vient de rebondir spectaculairement au cours des derniers mois à la suite de la crise cubaine. Tout le mouvement communiste se trouve ainsi contraint de sortir de la torpeur idéologique dans laquelle Staline l'avait plongé. En effet, peu à peu, l'ensemble des problèmes de la stratégie et de la tactique des communistes à notre époque se trouvent soulevés dans cette bataille. Démarré sur la question de la guerre, on en vint rapidement à la Yougoslavie, à la bourgeoisie coloniale, aux voies pacifiques et parlementaire, à minorité et majorité.

Nous aborderons dans nos prochains numéros les autres points des divergences sino-soviétiques en montrant comment le mouvement trotskyste, la Quatrième Internationale y a déjà répondu en grande partie.

Bornons-nous aujourd'hui à reproduire la partie de l'article du « Quotidien du Peuple » du 31 décembre 1962 concernant les positions révisionnistes opportunistes de Togliatti, cette critique s'adressant également à Thorez qui fondamentalement est orienté comme son compère Togliatti sur une voie de « pression » sur la bourgeoisie. Ne revendique-t-il pas hautement d'avoir défini depuis 1946 à un journaliste anglais la voie française au socialisme comme étant la recherche de plus en plus de « démocratie », ce qui l'a conduit à demander « une seule police, une seule armée » le désarmement des milices patriotiques et à entrer dans le gouvernement de Gaulle à la libération. Ce qui l'amène en pratique à retarder l'affrontement révolutionnaire contre le gaullisme.

Il nous manque la place pour tout reproduire des prises de position chinoises, cubaines et indiennes, que « l'Humanité » tait aux militants communistes. Nos moyens sont financièrement limités et nous en profitons pour rappeler à nos lecteurs la nécessité pour un organe révolutionnaire comme « l'Internationale » de recevoir un soutien financier pour augmenter son nombre de pages et son rythme de parution.

LES P. C. FRANÇAIS ET ITALIEN VUS PAR PEKIN

OU

TOGLIATTI-KAUTSKY

Le camarade Togliatti et certains autres camarades du Parti communiste italien ont non seulement préconisé en fait, la substitution de la collaboration de classe sur le plan international à la lutte de classe, ils ont encore étendu leur conception de « coexistence pacifique » aux relations entre classes qui oppriment et classes opprimées des pays capitalistes. P. Togliatti a dit que « toutes nos actions, menées dans la situation intérieure de notre pays ne visent qu'à transférer dans les conditions italiennes la grande lutte pour la rénovation de la structure du monde ». Par « toutes nos actions », il entend « avancer dans la démocratie et la paix vers le socialisme », ou encore s'engager dans la voie du socialisme par des « réformes de structure ».

Nous estimons erronée la ligne politique actuellement suivie par le Parti communiste italien dans la cause de la révolution socialiste, mais c'est là une affaire dont les camarades italiens doivent décider eux-mêmes et nous n'avons jamais eu l'intention d'y intervenir. Mais, puisque le camarade Togliatti présente maintenant la théorie des « réformes de structure » comme une « ligne commune à l'ensemble du mouvement communiste international », qu'il affirme unilatéralement que le passage pacifique « est devenu une stratégie mondiale pour le mouvement ouvrier et le mouvement communiste international » et étant donné que cette question touche aux fondements théoriques du marxisme-léninisme sur la révolution et la dictature prolétariennes, au problème fondamental de l'émancipation du prolétariat et des peuples des pays capitalistes, nous nous voyons obligés, en tant que membres du mouvement communiste international et marxistes-léninistes, de donner notre point de vue à ce sujet.

La question fondamentale dans toutes les révolutions c'est celle du pouvoir politique ; Marx et Engels ont dit dans le « Manifeste du Parti communiste » que « la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante ». Cette idée est présente dans toutes les œuvres de Lénine. Dans « L'Etat et la Révolution », il a souligné la nécessité de briser et de démolir la machine d'état de la bourgeoisie et d'instaurer la dictature prolétarienne. Il a dit : « La classe ouvrière doit briser, démolir la machine de l'état toute prête, et

ne pas se borner à en prendre possession ». « Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat ». « En dehors du pouvoir politique, dit-il encore, tout le reste est rêverie ».

En énonçant les lois communes de la révolution socialiste, la déclaration de Moscou de 1957 a souligné en tout premier lieu que pour s'engager dans la voie du socialisme, il est indispensable que, sous la direction de la classe ouvrière dont le noyau est le parti marxiste-léniniste, les masses travailleuses réalisent la révolution prolétarienne, sous telle ou telle forme, et instaurent la dictature du prolétariat sous telle ou telle forme.

Il est hors de doute que la théorie fondamentale du marxisme-léninisme et les lois communes de la révolution socialiste énoncées dans la déclaration de Moscou de 1957 sont partout applicables, et par conséquent, elles sont également valables pour l'Italie.

Cependant, le camarade Togliatti et certains autres camarades du Parti communiste italien affirment que l'analyse faite par Lénine dans « L'Etat et la Révolution » ne suffit plus « et que le sens de la dictature du prolétariat a changé ». Selon leur théorie des « réformes de structure » dans l'Italie aujourd'hui il n'y aurait nul besoin de passer par la révolution prolétarienne, ni de briser la machine d'état de la bourgeoisie, ni d'établir la dictature du prolétariat, et il suffirait de procéder, dans le cadre de la constitution italienne, à « une série de réformes », à la nationalisation de grandes entreprises, à la planification économique et à l'élargissement de la démocratie pour qu'on puisse passer « progressivement » et « pacifiquement » au socialisme. En prenant en fait l'Etat pour un certain instrument au-dessus des classes, ils pensent que l'état bourgeois serait à même d'appliquer une politique socialiste, en prenant la démocratie bourgeoise pour une démocratie au-dessus des classes, ils pensent qu'en s'appuyant sur elle, le prolétariat pourrait s'ériger en « classe dirigeante » du pays. Cette soi-disant théorie des « réformes de structure » contredit totalement la théorie marxiste-léniniste de la révolution prolétarienne et de la dictature prolétarienne.

L'Italie d'aujourd'hui est un pays capitaliste où exerce la domination de la bourgeoisie monopoliste. Bien que la constitution italienne comporte certains points dus